

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2014

Belkhadem affiche son ambition

Même s'il prend la précaution de souligner qu'il est prématuré d'en parler, le secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), Abdelaziz Belkhadem, trouve néanmoins que sa propre candidature à la magistrature suprême est une ambition légitime. Faut-il, cependant, s'autoriser quelques extrapolations ?

Sofiane Aït-Ifilis - Alger (Le Soir) - Candidat à la présidence de la République en 2014 ? Belkhadem, qui, depuis 1999, s'est voué à servir le président Bouteflika, n'en évacue pas l'éventualité. Pour une première fois, il ose une affirmation publique. C'était le mercredi soir lors de «La rencontre de la semaine» de la télévision nationale. «Oui, l'ambition est légitime, mais la question ne se pose pas pour le moment étant donné qu'il reste encore trois années dans le mandat actuel du président», a-t-il, en effet, répondu à une question relative à l'éventualité de sa candidature. Il n'est pas dans les habitudes du patron du FLN de se rendre à de pareilles déclarations. En la matière, il s'en est jusqu'ici tenu scrupuleusement à dévider les laïus les moins engageants qui soient. Mais alors d'où lui est-il venu qu'il se mette tout à coup à faire étalage de son ambition à devenir président de la République ? A-t-il fait cela juste pour faire entendre à Ahmed Ouyahia, qui a eu à afficher une ambition similaire, que, s'il advient, il aura de la concurrence ? Quoi qu'il en soit, le propos de

Belkhadem donne à comprendre que la prolongation du règne de Bouteflika au-delà de 2014 est passée de mode.

Et que, aussi, le legs de la magistrature suprême au frère cadet, Saïd, pour ne pas le nommer, dont il était question à un certain moment, est aléatoire, voire définitivement écarté.

Proche du président Bouteflika, Belkhadem doit fort certainement être dans certains secrets de la République. Saurait-il, de par sa proximité avec le président et les cercles influents du régime, que Bouteflika a l'intention de ne pas briguer un autre mandat en 2014 ? Fort possible. Le secrétaire général du FLN n'aurait, en tout cas, pas pris la liberté de s'afficher éventuellement postulant à la magistrature suprême s'il était convaincu que l'actuel locataire du palais d'El-Mouradia allait renouveler son bail. Lors de son discours télévisé à la nation le vendredi 15 avril, le président Bouteflika était apparu physiquement diminué. Le lendemain, à Tlemcen, où il devait inaugurer la manifestation Tlemcen capitale de la culture islamique, il a dû écour-



Belkhadem évoque la possibilité de se présenter à la présidentielle de 2014.

ter ses inspections. Depuis lors, la question de sa capacité à aller jusqu'au bout de son mandat actuel était posée. M^e Ali Yahia

Abdenour est allé même à appeler à l'application de l'article 88 de la Constitution qui prévoit la vacance du pouvoir pour empê-

chement du président. Pour l'avocat et militant des droits de l'homme, le président Bouteflika est dans l'incapacité physique d'assumer ses charges et qu'il faille donc le destituer. La revendication de M^e Ali Yahia Abdenour, partagée, il faut le dire, par beaucoup d'autres acteurs politiques, a de faibles chances d'aboutir. Bouteflika a bien l'intention d'aller au bout de son mandat actuel.

Ce qui n'est pas certain, en revanche, c'est son désir à briguer un autre mandat, le quatrième de suite, en l'occurrence. Cela, il va sans dire, est fonction de sa capacité physique, lui qui a soigné en 2005 un ulcère hémorragique, mais aussi de l'amendement qu'il compte apporter à la Constitution.

S'il revient à la limitation des mandats présidentiels, il est clair qu'il ne peut prétendre à prolonger son magistère. Est-ce cela qui fait parler Belkhadem ?

S. A. I.

LOUISA HANOUNE, PRÉSIDENTE DU PT, À BÉJAÏA :

«L'Assemblée constituante est plus que jamais d'actualité»

S'exprimant à l'occasion d'un meeting animé, hier, à la maison de la culture de Béjaïa, la présidente du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune, a réitéré son appel à la dissolution du Parlement qui est, selon elle, «le produit de la crise et de la décomposition», et l'organisation d'élections législatives anticipées pour 2011.

La responsable du PT estime, dans son intervention, que la mise en place par le président de la République de comités de consultations avec les partis politiques constitue un «désaveu à l'APN». Louisa Hanoune affirme «ne pas douter des bonnes intentions» du président quant à sa décision de créer des comités de consultations autour des nouvelles réformes annoncées dans son dernier discours, mais elle «ne résout néanmoins pas le problème de légitimité et de crédibilité des institutions qui représentent le peuple». «Il est impératif d'organiser des élections anticipées à même de faire émerger une véritable Assemblée», soutient la patronne du PT.

Évoquant les réformes du président, Louisa Hanoune note que «c'est un programme ambitieux avec d'importantes décisions», citant à titre d'exemple «la dépénalisation du délit de presse et la révision de la loi électorale, mais qui doit passer par la consultation et l'approbation du peuple». «Le peuple doit s'impliquer dans toutes les décisions politiques, économiques et sociales le concernant», a déclaré Louisa Hanoune.

A ce sujet, la présidente du PT indique que sa formation politique a créé 400 comités populaires à travers le territoire national pour débattre de ces réformes. «Il ne s'agit pas uniquement de discuter des droits sociaux, mais aussi des systèmes politiques et économiques», explique Louisa



Louisa Hanoune s'est félicitée des réformes politiques annoncées par Bouteflika.

Hanoune. Parlant de la révision de la Constitution, la responsable du PT a plaidé pour une Assemblée constituante qui «est plus que jamais d'actualité». «L'Assemblée constituante est une exigence incontournable parce qu'il faut toujours revenir au peuple. C'est le socle de tout régime démocratique», argumente-t-elle avant de mettre en garde contre le risque de «reproduire le scénario de 1963».

L'oratrice a, dans la foulée, défendu l'idée de la création d'un ministère délégué pour la promotion de la culture amazighe. La responsable du PT a affiché son soutien aux mouvements des travailleurs des différents secteurs tout en réclamant, entre autres, la levée de toutes les restrictions à la pratique politique et l'organisation de marches dans la capitale.

Louisa Hanoune s'est élevée contre «les largesses accordées aux barons de l'informel et le saignement de l'économie algérienne».

Elle a dénoncé les dernières mesures prises par le gouvernement en matière d'économie et de résorption du chômage. Des décisions que Louisa Hanoune juge «dangereuses» pour l'avenir du

pays. «Les jeunes ne demandent pas à être patrons, mais un véritable emploi et un vrai salaire», poursuit-elle. Évoquant la crise qui secoue certains pays arabes, Louisa Hanoune a rejeté l'appellation de printemps arabe. «Ils sont comme tous les peuples.

Il y a des ressemblances entre des pays arabes et les autres pays européens par rapport notamment à leur situation économique.

En Tunisie, c'est une révolution sociale pour se débarrasser d'une dictature aux ordres de l'Union européenne, du FMI et des grandes puissances occidentales», explique Louisa Hanoune et de poursuivre qu'«en Egypte, le processus est gêné par la prise du pouvoir par l'armée. Dans les autres pays, il y a des soulèvements populaires pour la liberté et la démocratie».

S'agissant de la Libye, Louisa Hanoune dira qu'«il ne peut pas y avoir de révolution sous l'égide d'une intervention multinationale. Le peuple libyen est sous les bombes de l'Otan. Il n'y a aucune comparaison avec la Tunisie, la Syrie, le Yémen ou la Libye. Il y a un plan de partition de l'Afrique».

A. K.

DÉVELOPPEMENT

ÉCONOMIQUE DE L'ALGÉRIE

Une question de confiance, de bienveillance

Les idées en matière de gouvernance et de développement ne manquent pas en Algérie mais persistent à s'opposer. L'action nationale reste inhibée par le manque de confiance, de bienveillance.

Ces constats et autres, l'ouvrage collectif paru en avril dernier chez Casbah Editions et consacré à la problématique du *Développement économique de l'Algérie : expériences et perspectives* a tenté de les traiter. Sous la direction du professeur de stratégie des organisations à l'Ecole des hautes études commerciales de Montréal, Taïeb Hafsi, dix-sept universitaires, chercheurs et experts économistes, sociologues et politiques, exerçant en Algérie ou à l'étranger, ont contribué à cet ouvrage.

A travers 765 pages, les auteurs, usant de pédagogie et de réflexion approfondie, insistant sur les problématiques comportementales, institutionnelles et managériales, ont voulu, selon le professeur Hafsi, participer au débat, encourager la convergence des idées.

C. B.

LA COMPAGNIE SE DOTE D'UN PLAN DE DÉVELOPPEMENT À L'HORIZON 2015

Alliance Assurance diversifie ses activités

La compagnie d'assurances privée Alliance Assurance compte se doter d'un plan stratégique de développement 2012 -2015. En cours de maturation, devant être finalisé au courant du second semestre 2011, ce plan devrait permettre, selon le P-dg de la compagnie, Hassan Khelifati, d'améliorer considérablement la part de marché assurantiel. D'autant que, sous réserve toutefois d'une validation comptable, les résultats d'Alliance Assurance enregistrent une importante progression. Voire, l'assureur entend élargir ses activités, au-delà de l'assurance de personnes, vers d'autres secteurs. Et notamment l'immobilier (deux projets de gestion immobilière étant déjà finalisés), les nouvelles technologies de l'information et de la communication (gestion des bases de données), mais aussi l'agroalimentaire (dans l'aviculture et l'oléiculture). Et dans la mesure où Alliance Assurance entend aussi consolider ses ressources humaines, s'appuyant sur l'expertise nationale mais aussi internationale, élargir son réseau d'agences et se développer au niveau régional.

C. B.